



Conseil économique et social

Distr. générale
10 décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-septième session

4-15 mars 2013

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques et mesures à prendre dans les domaines
critiques et autres mesures et initiatives**

Déclaration présentée par l'Organisation mondiale contre la torture, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Élimination des châtiments corporels infligés aux femmes et aux jeunes filles

L'Organisation mondiale contre la torture est le principal réseau mondial d'organisations de la société civile luttant contre la torture, les exécutions sommaires, les disparitions forcées et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde.

Malgré l'interdiction légale absolue de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les femmes et les jeunes filles continuent de faire l'objet de toutes formes de châtimement corporel, imposées par des acteurs aussi bien étatiques que privés, en violation des normes internationales. Comme indiqué dans le rapport issu de la réunion du Groupe d'experts sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles, tenue à Bangkok du 17 au 20 septembre 2012, nous sommes arrivés à un moment critique où les organismes internationaux, les États et la société civile doivent s'allier afin de consolider les engagements pris pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, étant donné que la détérioration des conditions économiques, la dégradation constante de l'environnement, les conflits internes et les guerres contribuent à exacerber les violences infligées aux femmes et aux filles, ainsi que les violations de leurs droits. L'Organisation insiste sur le fait qu'un engagement légitime de mettre fin à toutes les formes de violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles doit inclure parmi ses premières priorités l'élimination de tous les châtiments corporels.

L'obligation d'interdire et d'éliminer tous les châtiments corporels et autres formes de peine dégradantes trouve son fondement dans le droit de tout un chacun d'exiger le respect de sa dignité et de son intégrité physique, de même qu'une protection légale équitable. Le châtimement corporel a progressivement été condamné dans les arrêts successifs de la Cour européenne des droits de l'homme, les avis consultatifs de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et les décisions de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que dans les observations finales du Comité des Nations Unies contre la torture et les rapports du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée en 1993, étend l'interdiction des châtiments corporels à la sphère privée de la famille.

Il importe de noter que la Convention relative aux droits de l'enfant s'appuie sur ces principes, et impose aux États de prendre toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié. Dans son observation générale n° 8 (2006) sur le droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments, le Comité des droits de l'enfant donne aux États des directives précises concernant leur obligation immédiate d'interdire et d'éliminer ces châtiments. L'obligation positive des États est également exposée brièvement dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui

demande aux États de prendre toutes les mesures appropriées pour modifier les schémas et modèles de comportement socioculturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes.

L'Organisation reste très préoccupée par le nombre de femmes condamnées au châtement corporel, en particulier par les tribunaux religieux et d'exception, en violation des normes internationales qui interdisent la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cette peine est infligée aux femmes de manière disproportionnée, en grande partie à cause des lois qui criminalisent l'adultère et les relations sexuelles en dehors du mariage. Ces lois servent souvent à encadrer et contrôler la sexualité féminine. De plus, les exigences en matière de preuve qui prévoient que la grossesse constitue un élément de preuve irréfutable pour l'adultère, ou qui discréditent le témoignage d'une femme, renforcent la discrimination à l'égard du sexe féminin dans l'administration de la justice. Il en résulte que les femmes sont de loin plus nombreuses que les hommes à se voir condamnées au châtement corporel.

L'Organisation souligne le fait que le châtement corporel peut s'assimiler à de la torture. Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants précise, dans son rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1997/7), que la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants englobent les châtements corporels, tels que la lapidation à mort, la flagellation ou l'amputation. Il note également que les États doivent être considérés comme responsables des conséquences des condamnations au châtement corporel ordonnées par des instances informelles ou semi-officielles, telles que des tribunaux spéciaux de villages ou des tribunaux religieux, si elles sont appliquées avec leur autorisation ou leur consentement exprès ou tacite.

Il est également très inquiétant de constater que, pour faire respecter la discipline, les parents, les enseignants et les tuteurs, entre autres, persistent à recourir au châtement corporel, qui constitue l'une des formes de violence les plus fréquentes à l'encontre des jeunes filles. Plusieurs cas de décès imputables au châtement corporel ont été signalés dans certains pays. Malheureusement, cette forme de violence est monnaie courante dans beaucoup de sociétés à travers le monde et tolérée par de nombreux États. Bon nombre d'enseignants et de parents considèrent le châtement corporel indispensable à la transmission des bonnes pratiques et à la motivation des enfants dans le processus d'apprentissage. Il est étroitement lié à d'autres formes de violence sexuelle, en particulier celles infligées aux femmes par leur partenaire intime. L'expérience du châtement corporel par les femmes durant leur enfance marque souvent le début d'une vie de victimisation violente de la part des représentants de l'autorité et des membres de la famille.

La situation est également alarmante dans les établissements de détention. L'expérience de l'Organisation lui a permis d'établir le recours systématique au châtement corporel à l'encontre des femmes et des jeunes filles privées de leur liberté. Dans plusieurs centres de détention, le châtement corporel est considéré comme l'une des formes de violence les plus courantes, et souvent perçue comme une pratique légitime par le personnel pénitentiaire. Suite à ses visites de contrôle dans les prisons, à ses entretiens avec les détenus et l'administration, ainsi qu'à des discussions bilatérales avec les autorités et l'appareil judiciaire, l'Organisation a

également remarqué que les garanties légales prévues pour les femmes et les enfants victimes de châtiments corporels s'avèrent très limitées voire, dans certains cas, inexistantes.

L'organisation s'est aperçue que, même dans certains pays où la législation nationale est conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme qui portent sur l'interdiction de toutes les formes de châtimement corporel, la loi n'est pas toujours appliquée. En effet, il arrive très souvent que le personnel pénitentiaire soit mal informé de la législation applicable, si bien qu'un énorme fossé existe entre la mise en œuvre des garanties actuelles visant à protéger les femmes et les jeunes filles, d'une part, et la loi en vigueur contre le châtimement corporel. Qui plus est, certains États, dont la législation interdit pourtant cette pratique, ne font rien pour prévenir ces actes de violence à l'encontre des femmes, ni pour y répondre. Il est regrettable que ces violations demeurent invisibles dans bien des cas.

La lutte contre le châtimement corporel fait rarement partie des efforts mondiaux visant à éliminer toute forme de violence à l'égard des femmes et des jeunes filles. Le silence qui plane sur la question dans les médias et les résolutions sur la violence à l'égard des femmes concourt à son acceptation légale et sociale. En effet, dans plusieurs pays, le châtimement corporel constitue une forme culturelle de rééducation des enfants, aussi bien à l'école qu'à la maison, et engendre des répercussions dévastatrices pour les individus, les familles et les sociétés.

Il se peut également que la réticence à s'attaquer au problème réside dans le fait que le châtimement corporel soit toujours considéré comme un mode d'éducation efficace qui ne s'apparente pas nécessairement à un acte de violence, en particulier dans le cadre privé. Il est donc indispensable de se confronter à cette réalité si l'on veut contrer la violence dans nos sociétés. Sans nullement détourner notre attention des autres formes de violence, il devient essentiel d'abolir les châtiments corporels dans le cadre de la prévention et de l'élimination de tous types de violence à l'égard des femmes et des jeunes filles, que ce soit dans le foyer familial ou à l'extérieur.

S'appuyant sur les conséquences désastreuses des châtiments corporels infligés aux femmes et aux jeunes filles, l'Organisation demande à la Commission de la condition de la femme d'aborder explicitement, durant la session actuelle, l'acceptation sociale de cette pratique et le fait que cette dernière, lorsque dirigée contre les femmes et les jeunes filles, soit encore considérée comme légale dans de nombreuses sociétés. Les États sont tenus, en vertu du droit international, d'interdire toutes les formes de châtimement corporel à l'encontre des femmes et des jeunes filles, de les prévenir, d'enquêter sur toutes les allégations formulées et de punir les coupables.